

Six-Jours... et quarante ans

Tandis que Vladimir Poutine et George Bush s'apprêtaient à nous jouer le grand air du retour à la guerre froide, Mahmoud Ahmadinejad, quant à lui, annonçait qu'un conflit bien chaud était déjà en cours. Célébrant à sa manière le quarantième anniversaire de la guerre éclair de Six-Jours livrée par Israël contre l'armée égyptienne, le président iranien n'a rien trouvé de mieux que de proclamer que le compte à rebours avait déjà commencé pour « *l'annihilation du régime sioniste par les mains des peuples libanais et palestinien* » .

Aussitôt, les iranologues se sont jetés sur leurs outils de décryptage. Comment Ahmadinejad pouvait-il réitérer sa provocation au moment où ses supérieurs dans la hiérarchie du Conseil de la Révolution proposaient à l'Europe d'élaborer en commun une politique de stabilité au Liban ? Mais laissons provisoirement de côté les arcanes de la politique iranienne.

Sauf pour souligner ceci, qui ne surprendra pas nos lecteurs : qu'il serve d'alibi, de prétexte à la provocation ou de ciment unitaire pour les islamistes, le problème palestinien continue de se trouver au cœur des relations de l'Occident avec les Arabes, et désormais avec les musulmans. Avant le déclenchement de l'intervention en Irak, deux personnalités américaines avaient averti George Bush : « *Vous avez besoin, pour n'importe quelle entreprise au Proche-Orient, d'une alliance avec le monde arabe, et vous ne l'aurez qu'en réglant d'abord le problème palestinien.* » James Baker et Zbigniew Brzezinski - c'est d'eux qu'il s'agit - avaient raison. Donc, la guerre de Six-Jours a commencé il y a quarante ans. Une autre guerre l'avait précédée, en 1956, à la suite d'un différend frontalier entre l'Égypte et Israël.

En 1957, un règlement était négocié, aboutissant à la démilitarisation du Sinaï, à l'installation de casques bleus et à la liberté de navigation dans le détroit de Tiran, qui épargne le golfe d'Aqaba de la mer Rouge. Nasser, qui ne s'était jamais résigné à ce règlement, a fini par fermer le détroit de Tiran. A partir de ce moment-là, on a attendu la guerre. C'est en vain que de Gaulle avait cru devoir tout faire pour qu'elle n'eût pas lieu. Il ne pardonnera jamais aux Israéliens de ne pas avoir accepté les garanties qu'il croyait pouvoir leur offrir.

Mais lorsque la guerre a été déclenchée, il faut rappeler l'immense capital de sympathie et de solidarité active dont a bénéficié le petit Etat hébreu. De nombreux jeunes Européens, juifs et non juifs, se sont engagés dans les troupes israéliennes. Mauriac a fait un article inspiré pour dire son angoisse, et Malraux a confié à Shimon Peres que, s'il avait eu dix ou quinze ans de moins, il n'aurait pas hésité à combattre dans l'armée israélienne. Romain Gary était dans le même état d'esprit.

Quant à l'historien anticolonialiste et proarabe Pierre Vidal-Naquet, réputé pour sa dénonciation implacable et inlassable des tortionnaires français en Algérie, il a confessé à quel point il avait eu peur pour l'Etat d'Israël et combien, à ce moment-là, il s'était senti juif. La gauche et une bonne partie de l'extrême-gauche françaises ont tremblé pour l'existence de l'Etat d'Israël en déplorant ce qui leur apparaissait comme un acharnement du sort contre ces éternelles victimes. Cet épisode montre que, contrairement au procès instruit par certains ténors de l'intelligentsia juive, il n'y a jamais eu, à cette époque et sur ce sujet, de fatalité ni de sectarisme antisémite dans les critiques de la politique israélienne. Tout a changé, évidemment, après la fulgurante victoire de la guerre de Six-Jours. Après le soulagement et l'admiration, il n'a pas fallu plus de quelques mois, devant l'ampleur de l'humiliation infligée aux militaires et aux civils égyptiens, pour que le sionisme, qui avait été conçu comme un mouvement de libération, apparût comme une entreprise de colonisation. J'avais alors titré un éditorial, en parlant des Israéliens : «*Condamnés à l'agression?*» C'était à la fois une justification et une

anticipation du fait que les victimes pouvaient devenir des agresseurs sinon un jour, à leur tour et malgré elles, des bourreaux. A partir de l'occupation des territoires palestiniens, à partir du moment, surtout, où les premières colonies de peuplement se sont installées avant de s'enraciner, le regard sur Israël a changé. Quant aux Israéliens, s'ils changeaient eux aussi, c'était dans un sens radicalement opposé. Emerveillés par leur victoire, les plus laïques ou les plus incroyants ont fini par se persuader qu'une aussi écrasante supériorité ne pouvait qu'avoir été décidée par le Dieu des Armées lui-même et qu'elle leur imposait le devoir de se réenraciner dans l'intégralité de la Terre sainte. C'est ce qui explique que tous les gouvernements d'Israël, de droite ou de gauche, qui se sont succédé n'aient jamais vraiment renoncé à installer sur le territoire palestinien des colonies dites de peuplement. Même pendant les moments où ils négociaient avec les Egyptiens, puis avec les Palestiniens, ils procédaient méthodiquement à un élargissement de ces colonies.

Sans doute les Américains leur ont-ils fait accepter plus ou moins la stratégie d'un échange de la paix contre la restitution de territoires. C'est ce principe qui a été appliqué à Camp David, après le voyage historique de l'Egyptien Anouar el-Sadate à Jérusalem et après la restitution du Sinaï. Mais si Israël a cessé alors d'être occupant en territoire égyptien, il allait doubler la mise en territoire palestinien. En fait, les Israéliens n'ont jamais pu se persuader qu'il pouvait y avoir, pour le problème palestinien, une autre solution que militaire. Le terrorisme n'a cessé de les conforter dans cette illusion. Quand Itzhak Rabin a découvert qu'il fallait négocier pour empêcher le terrorisme, il a été assassiné. En octobre 2002, il s'est produit un événement considéré jusque-là comme inimaginable.

En conclusion d'un sommet arabe, les participants ont proposé à l'unanimité « *une paix pleine et entière entre tous les pays arabes et Israël si ce dernier se retire sur ses frontières de 1967 et si une solution juste est trouvée pour les réfugiés palestiniens* ».

Pour tous ceux qui ont suivi l'évolution des Etats arabes, c'était plus qu'un coup de tonnerre dans un ciel serein. Je n'ai jamais pardonné à Ariel Sharon d'avoir obtenu quelques mois plus tard des Américains que cette proposition arabe fût ignorée en pleine guerre d'Irak, en plein règlement de comptes entre sunnites et chiites, et en pleine effervescence de la révolution islamiste iranienne. Les Palestiniens sont dans une situation insupportable, celle d'être occupés. Cela a provoqué chez eux la misère, la faim, le chaos, la division, la guerre civile et le malheur.

Mais les Israéliens sont dans une situation moralement aussi insupportable, celle d'être des occupants. Il n'y a plus un écrivain, un artiste ou un intellectuel qui ne la vive dans le malaise. Tous estiment qu'il n'est décidément pas possible d'être juif et d'être occupant.

C'est ce qu'écrivait dans nos colonnes il y a une dizaine d'années Yehoshua Leibowitz, le plus grand érudit israélien. J'ai moi-même cité Martin Buber et Emmanuel Levinas, pourtant souvent revendiqués par les légitimistes de la cause israélienne, selon lesquels Israël ne connaîtrait jamais de vraie légitimité tant qu'il ne serait pas reconnu par ses voisins.

Aucun des commentaires sérieux faits, où que ce soit dans le monde, sur la situation actuelle des Israéliens et des Palestiniens ne conclut à la possibilité, aujourd'hui, de faire taire les armes et de trouver une solution, même provisoire. Sur cette terre miraculée, personne ne croit plus au miracle. Même les Israéliens, si fiers d'avoir su ne jamais compter que sur eux-mêmes, en arrivent à désirer le concours d'arbitrages étrangers. Cela revient à internationaliser le problème israélo-palestinien et à négocier dans une trêve garantie par les casques bleus. La plupart serait prêts, dans les deux camps, à reprendre la négociation là où Bill Clinton, auquel chacun rend un hommage aussi inattendu qu'émouvant, l'avait laissée. Cela dépend du Hamas, lequel dépend de la Syrie, laquelle dépend de l'Iran, lequel contrôle le Hezbollah. Et voici que l'on termine par là où nous avons

commencé : l'Iran, l'Iran, toujours l'Iran, avec un islamisme dont l'expansion ne fait que commencer.

Jean Daniel

Le Nouvel Observateur